

commune « de la nation [...] en temps de guerre » (p. 156). Mais « l'opinion britannique, mal informée sur le détail de la politique de la politique révolutionnaire, s'intéresse peu à l'identité des diverses factions de la Convention » (p. 128). C'est une constante qu'a déjà soulevée Richard Davis, pour une période postérieure, qui permet aux caricaturistes anglais d'être aléatoire dans la représentation graphique des hommes politiques français... Elle pose l'Angleterre comme le champion du légitimisme et oublie qu'elle a d'abord présenté Napoléon comme un « officier plus courtis et plus estimable que ses confrères [...], certes révolutionnaire, mais sincère et innocent des excès de la politique française » (p. 149). À la différence des médias français, les *invasions squibs* concentrent leur diatribe contre ce nouveau César, symbole du « caractère de la nation tout entière, même si les caricaturistes continuent à privilégier ses origines corses » (p. 156).

Un des intérêts de cette étude est qu'elle ne laisse pas la France et l'Angleterre dans un tête-à-tête affectif. Elle montre que cette « guerre de papier » dépasse le cadre bilatéral pour impliquer le continent en entier. Même si « la Russie, l'Allemagne, la Prusse, l'Autriche, l'Espagne et l'Italie [...] ne s'expriment que tardivement sur le mode caricatural » (p. 195), les stéréotypes nationaux construisent les images d'une Angleterre, « nation mercantile, préoccupée, semble-t-il, de ses seuls intérêts » (p. 197), et d'une France ambivalente, oscillant entre émancipation et despotisme. Un marché de la caricature se crée, où l'Angleterre et l'Allemagne se taillent la meilleure part, la Russie connaissant une diffusion locale. Les gouvernements batave, prussien et russe contrôlent la production par une stricte censure, mais génèrent aussi, à cette époque du premier nationalisme, des particularismes locaux. Si l'anglophobie s'atténue partout jusqu'au Congrès de Vienne, aux Pays-Bas, l'intervention alliée est passée sous silence, à la différence de l'Allemagne et de la péninsule Ibérique, où les souverains étrangers et de leurs généraux, notamment Wellington, sont des figures récurrentes. *A contrario*, le peuple est généralement absent de la caricature alle-

mande, de crainte de « célébrer les révoltes paysannes et populaires, comme si leur potentiel contestataire menaçait la restauration des anciens régimes » (p. 250).

Les trois études montrent bien comment la légende de Sainte-Hélène a emporté les opinions publiques et imposé l'image héroïque de celui qui figura l'Ogre, réceptacle de névroses plus profondes que la conscience nationale. Pour autant, la « guerre de papier » entre la France et l'Angleterre – pourtant devenue Grande-Bretagne par l'acte d'union de 1707 – continua, se nourrissant de toutes les flambées de nationalisme possible, de la conquête coloniale à la guerre en Irak, en passant par le tournoi des cinq, puis six nations, seule véritable réalisation pratique de l'Entente cordiale...

Gérald Arboit

CÉRIME, Strasbourg 3

Gerald.Arboit@urs.u-strasbg.fr

Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent, 83, « Répression, contrôle et encadrement dans le monde colonial au XX^e siècle ».

Paris, Institut d'histoire du temps présent, 1^{er} sem. 2004, CNRS Éd., 206 p.

Ce numéro du bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) propose un large aperçu du travail du groupe de recherche « Répression, contrôle et encadrement dans le monde colonial au XX^e siècle » mis en place en octobre 2001, et faisant suite à celui que dirigeait Charles-Robert Ageron depuis 1981 sur l'histoire de la décolonisation, élargie aux conflits coloniaux et post-coloniaux. En une dizaine d'articles suivis de deux contributions sur les sources de l'histoire coloniale, les chercheurs français et étrangers – Algériens en particulier – se livrent à une étude détaillée des rapports entre colonisés et colonisateurs. Ceux-ci sont analysés selon trois angles : les Algériens « acteurs de leur histoire » ; l'État et ses agents qui « encadrent » et « répriment », la « métamorphose » du sujet colonisé en sujet immigré.

En premier lieu, Jean-Pierre Peyroulou interroge les témoignages recueillis et

disponibles sur les tristes événements qui ont marqué la répression de mai 1945 dans la région de Guelma. Ce faisant, il éclaire assez crûment une réalité connue bien que restant à explorer : celle des violences faites aux « indigènes » par le pouvoir colonial. L'auteur pose à la fois la question de la mémoire – qui « reste précise sur ce type d'événements » (p. 19) – et du témoignage qui reste également précis, tout comme dans d'autres contextes – notamment au Chili dans les années 1970 et en Algérie dans les années 1990, et des récits de massacre en Bosnie en 1993-1995 ou au Rwanda en 1994 » (p. 19). *In fine*, Jean-Pierre Peyroulou affirme que « Le trauma ne bloque pas la mémoire » (p. 19). Ouanassa Siari Tengour aborde les rapports colonisés/colonisateurs en retraçant l'évolution de la composition du conseil municipal de la ville de Constantine de 1947 à la fin de la Guerre d'Algérie, à travers trois phases : depuis la mise en place des deux collèges électoraux séparés à la représentation inéquitable jusqu'aux élections du mois d'avril 1959, premier scrutin auquel participèrent les femmes musulmanes.

Quant à James McDougall, il examine en détail la façon dont l'Association des Ulama algériens est parvenue – contre toute vérité historique – à revendiquer une place dans le processus de libération nationale et révolutionnaire, et ce, au prix d'un impressionnant grand écart entre son réformisme résolument hostile à la lutte armée – ligne maintenue jusqu'à une date avancée du conflit – et l'intégration des acquis de cette lutte parmi les siens. En cela, l'association serait parvenue à « s'écrire un destin », conformément à ce que les Ulama pensent être leur « vocation historique » (p. 49). Pour sa part, Michel Renard s'intéresse à la manière dont est appréhendé l'islam en France métropolitaine, entre 1914 et 1950, en revenant notamment sur quelques grandes étapes telles que le financement et la construction de la Grande Mosquée de Paris (1922), acte majeur selon l'auteur, de la volonté des autorités françaises de mettre en place une « politique de contrôle » sur le culte musulman en métropole (p. 59).

C'est à la dissolution des brigades nord-africaine de la préfecture de Police que s'attache Emmanuel Blanchard. Dissolution qui ne sera effectivement réalisée qu'au terme d'une période de neuf années du fait des résistances et inerties rencontrées au sein d'une administration où « la volonté d'encadrer et de réprimer s'ajout[ait] à celle de surveiller les militants politiques coloniaux » (p. 71) comme le démontre la création, à la même époque, du Service de contrôle et d'assistance en France aux indigènes des colonies, chargé des militants politiques d'Indochine et des AOF (voir Neil McMaster, *Colonial migrants and racism. Algerians in France*, New-York, St Martin's college, 1997). Une résistance à la réforme, symptomatique du caractère exceptionnel et exorbitant du droit commun et du système.

Pour Marc Bernardot, qui traite de la question de la répression policière, en envisageant également sa dimension sanitaire et sociale à travers l'étude du centre d'assignation à résidence du Larzac entre 1957 et 1963, la guerre d'Algérie a permis rien moins que « le développement de la phase ultime de rationalisation des techniques de l'internement depuis leur première mise en œuvre au début du XX^e siècle » (p. 92) ; une thèse également défendue par Benjamin Stora (voir « Les dispositifs répressifs en France durant la Guerre d'Algérie à travers les archives des renseignements généraux », colloque *Les Camps de concentration : un phénomène du XX^e siècle*, Paris, 15-17 juin, 1995). Quant à Tramor Quemeneur, il travaille sur les phénomènes d'obéissance et de désobéissance durant la Guerre d'Algérie et livre une étude de deux cas qui, pour lui, sont significatifs des attermoissements de la mouvance chrétienne durant le conflit : la « manifestation » en l'église Saint-Séverin à Paris en septembre 1955, et le dossier Jean Müller, jeune appelé, militant chrétien, tué au combat le 27 octobre 1956, et dont la correspondance sera l'un des déclencheurs du débat sur la torture en Algérie au printemps 1957.

Les travaux de recherche de Nedjma Abdelfetta, qui font l'objet de l'article

suivant, portent sur la contribution de la philosophie des politiques indigènes ou musulmanes dans l'Algérie coloniale – qu'elle nomme « science coloniale » (p. 108) – au cadre de l'immigration algérienne en France (1917-1952). Une philosophie qui repose sur deux piliers : l'idée de « l'absolue supériorité » raciale française (p. 108) et son corollaire « paternaliste [...] : l'aide, l'assistance, l'organisation, la protection, qui actualisent l'idée de l'acte civilisateur » (p. 108). Sa démonstration dénonce la dimension caricaturale des justifications d'une ethnographie policière selon laquelle « Délinquants ou militants, leur fond de motivations [celui des Algériens, ndlr] psychologiques ou ethnopsychologiques est le même. Il tient à leur sentiment religieux d'où découle un respect pour l'autorité et seulement pour elle, ce qui permet de justifier la nécessité d'actes répressifs forts, seuls capables de frapper les imaginations de ces êtres simples » (p. 118).

Pour sa part, Laure Pitti étudie la gestion coloniale de la main d'œuvre à la Régie nationale des usines Renault (RNUR). Gestion qui relève, pour le plus gros employeur de personnel nord-africain en métropole dans les années 50, d'un double souci : mener à bien une modernisation industrielle à laquelle la main d'œuvre immigrée est nécessaire et constituer un laboratoire social, notamment à Boulogne-Billancourt, où jusqu'à 4 000 Algériens (sur 30 000 ouvriers) seront employés au milieu des années 50. Certes, ce laboratoire demeure frustré, mais son expérimentation est fondée sur des postulats identiques à ceux en cours à la préfecture de police et propose de « jouer des vertus des Nord-Africains, telles que la fierté, la discipline et le sens exceptionnel de la solidarité » (p. 139) pour « encadrer très fermement cette main-d'œuvre, dans la mesure où le rendement et la satisfaction donnés dans le travail paraissent être très nettement proportionnés à l'intérêt que leurs chefs leur portent, à la façon dont ils sont instruits, commandés, surveillés, guidés, suivis » (p. 140).

Enfin, Jim House propose une étude comparative – et récapitulative – des logiques sociale et policière de contrôle, d'encadrement, de surveillance et de répression mises en œuvre entre 1956 et 1970 d'abord en France et en Algérie puis en France uniquement. Cette comparaison démontre combien la période 1956-1962, au plus fort du conflit, a vu croître « les tensions – pour ne pas dire contradiction » (p.155) – entre répression et action sociale. Elle démontre également qu'après l'accession de l'Algérie à l'indépendance, « l'action sociale comme encadrement et contrôle reste bien en place et vise certains groupes plus que d'autres, même sous couvert d'une politique plus universaliste (c'est-à-dire s'appliquant désormais à tous les migrants) » (p. 156).

Cette livraison présente un intérêt tout à fait remarquable à la fois par la diversité des aspects d'une même question – répression, contrôle et encadrement dans l'Algérie coloniale pour l'essentiel – mais aussi par la diversité des points de vue faisant appel à des contributions de chercheurs non seulement français et algériens, mais aussi britanniques et américains. Cette richesse est complétée par la pluridisciplinarité des approches – sociologiques, interculturalistes, historiennes – et la volonté, par l'étude de précieuses contributions testimoniales, de montrer la part occupée chez nombre d'Algériens par la mémoire du conflit dans le processus de passage du statut de colonisé à celui de citoyen ou de citoyen émigré.

Hervé Boggio

CREM, université Paul Verlaine-Metz
h.boggio@republicain-lorrain.fr